

## RÉSULTATS PROVISOIRES PROCLAMÉS PAR LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL

## Une arithmétique «parlante»

**Il y a eu, finalement, moins de participation aux élections législatives de jeudi dernier contrairement à ce qu'a annoncé le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales.**

**Mohamed Kebci - Alger (Le Soir)** - C'est ce qui ressort des résultats provisoires rendus publics, avant-hier soir, par le Conseil constitutionnel dans l'attente, bien entendu, des résultats définitifs qu'il aura à arrêter d'ici une semaine, une fois les recours que les partis et des candidats indépendants s'approprient à déposer auprès de cette institution, dont le verdict est définitif.

C'est ainsi que l'institution que préside Mourad Médelci a arrêté la participation à 35,37% puisque le nombre de votants est de 8 225 223, au lieu de 37,09% comme annoncé vendredi dernier par Noureddine Bédoui, avec revue, par ailleurs, à la baisse du nombre de bulletins nuls avec un chiffre de 1 757 043 alors que le ministère de l'Intérieur avait avancé celui de 2 109 917.

Et à la faveur de ces résultats, toujours préliminaires du Conseil constitutionnel, le RND s'est vu octroyer trois sièges supplémentaires pour atteindre les 100 sièges contre 164 pour son frère ennemi, le FLN. Un surplus de sièges que le parti que dirige Ahmed Ouyahia a grignoté chez l'ANR (2) et le FNA de Moussa Touati (1) qui voit, ainsi, sa cagnotte d'un siège réduite complètement à néant.

Pour le reste des «grands partis», pas de changements puisqu'ils sauvegardent les mêmes cagnottes en attendant le verdict définitif du Conseil consultatif, la semaine prochaine.

La lecture de ces résultats fait ressortir que si le FLN perd en nombre de sièges, puisque passant de 221 en 2012 à 164 cette fois-ci, gagne, néanmoins, en électeurs puisqu'ils étaient, jeudi dernier, 356 958 nouveaux électeurs à lui accorder leurs faveurs. Une hausse double pour le RND qui augmente et sa cagnotte en termes de sièges de députés (100 contre 69 en 2012 et son électoral renforcé de pas moins de 440 503 électeurs (964 560 le 4 mai dernier contre 524 057 le 10 mai 2012).

Au sein des partis périphériques du pouvoir, l'heure est relativement à la satisfaction même si deux d'entre eux, le MPA et le TAJ, ont vu grand avant de redescendre sur terre. Le parti de Amara Benyounés double ou presque sa cagnotte de 2012 puisque passant de 7 à 13 sièges de député

(241 087 voix) avec, cependant, une nette amertume, celle de ne rien récolter dans la capitale pour la troisième fois de suite. Il en est de même de l'ANR qui, lui aussi, double le nombre de ses députés, passant de 3 à 6 (121 156). Quant au parti de Amar Ghoul, dont c'est la première participation électorale, il sort satisfait des 19 sièges glanés (270 112 voix).

Tendance tout à fait contraire chez le camp démocratique qui subit, à l'occasion de ces élections, une véritable douche écossaise, avec une chute libre aussi bien en sièges parlementaire qu'au niveau de l'électorat.

C'est ainsi que le FFS perd pas moins de 13 sièges puisque n'ayant glané que 14 contre 27 récoltés il y a cinq ans. Un recul

également palpable en terme d'électorat puisque seulement 152 489 citoyens lui ont accordé leurs faveurs contre 188 275 en 2012. Et dire que le doyen des partis de l'opposition a eu, cette fois-ci, une plus large participation à l'opposé de son frère ennemi, le RCD, dont les «retrouvailles» avec le scrutin législatif, lui qui avait fait l'impasse sur le scrutin de mai 2012, semblent laborieuses avec dans son escarcelle parlementaire seulement neuf sièges, perdant ainsi dix sièges avec un rétrécissement de son électoral (65 841 électeurs). Il est vrai que le parti n'y a pris part qu'au niveau de 11 circonscriptions électorales.

Il en est de même pour le PT qui se contente, cette fois-ci, de seulement 11 sièges contre 17 en 2012 avec, également, une régression dans l'électorat puisque passant de 283 585 en 2012 à 191 965 voix jeudi dernier. Pour le camp islamiste, c'est la



Photo : Samir Sid

**Le Conseil constitutionnel a arrêté la participation à 35,37%.**

poursuite de la déchéance avec, tous compartiments confondus, 50 sièges. Et les deux regroupements constitués (MSP-FC) et (Nahda-FJD-el Binaa) n'ont pas été pour améliorer leurs scores électoraux et laver ainsi l'affront de mai 2012 quand ils ont été ramassés à la petite cuillère.

Le mouvement Islah et le FAN, qui ont préféré faire cavalier seul, faisant faux bond aux autres frères

de la mouvance, ont payé cash leur stratégie puisque se contentant d'un seul siège chacun avec, cependant, pas moins de 77 290 voix et 49 413 voix respectivement. Leurs présidents n'ont pu, par-dessus tout, renouveler leurs bails parlementaires puisque recalés dans sa wilaya de résidence, Msila pour Fillali Ghouini et Alger pour Djamel Benabdeslam.

**M. K.**

## FNA

## Touati déterminé à aller au bout de sa grève de la faim

**Le Front national algérien (FNA) est déterminé à poursuivre son mouvement de grève de la faim pour dénoncer la fraude aux élections législatives du 4 mai dernier. Une trentaine de partisans ont rejoint leur président dans son action, entamée depuis six jours.**

**Rym Nasri - Alger (Le Soir)** - Un climat lourd régnait, hier, au siège national du FNA, situé à la rue Tanger, à Alger-Centre. Les lieux sont plongés dans un silence religieux. Dès le hall d'entrée, des visages défaits et tristes vous accueillent. Au bout du long couloir, la grande salle de conférences du parti abrite les grévistes. Ici, des matelas et des couvertures sont posés à même le sol. Les grévistes, pour la plupart des candidats aux dernières législatives, y sont allongés. Ils sont immobiles, presque inertes. Non loin, un autre bureau est réservé aux femmes grévistes où justement quatre femmes ont rejoint le mouvement de protestation.

«Ils sont une trentaine de partisans à observer la grève de la faim ici, sans oublier ceux qui sont dans les différents bureaux de wilaya», assure-t-on au parti avant de souligner que deux d'entre eux ont été évacués lundi dernier en fin de journée à l'hôpital.

Installé dans son bureau, l'initiateur du mouvement de grève au FNA, le président du parti, Moussa Touati, paraît affaibli et amaigri. «Nous avons entamé une grève de la faim illimitée afin de dénoncer la fraude aux élections législatives et faire entendre notre voix à tous les Algériens mais aussi à l'opinion internationale», dit-il



Photo : Samir Sid

**Moussa Touati, SG du FNA.**

d'une voix à peine audible. Pour lui, son parti n'a pas été uniquement délesté de sièges à l'APN mais il a été carrément «sorti du jeu politique». Il pointe d'un doigt accusateur les nombreux dépassements enregistrés lors des élections législatives. Des dépassements qui se sont concrétisés, selon lui, à travers le «favoritisme» dont ont bénéficié les quatre partis politiques FLN (Front de libération nationale), RND (Rassemblement national démocratique), MPA (Mouvement populaire algérien) et TAJ (Rassemblement de l'espoir de l'Algérie), et l'«implication» du gouvernement dans une campagne électorale en faveur du parti du pouvoir, soit le FLN. «Nous avons vu comment des

walis ont instruit des chefs de daïra de bourrer les urnes, comment ils ont fait pression sur les encadreurs dans les bureaux de vote pour frauder, comment la même empreinte digitale figure sur la quasi-totalité de la liste électorale du même bureau», ajoute-t-il avec amertume.

Appelant à rester solidaires contre tous les agissements du gouvernement et des fraudeurs, Moussa Touati poursuit : «Nous avons envoyé une lettre au Président pour annuler ces élections. Il vaut mieux perdre quelques milliards de dinars que perdre tout un Etat.»

Le président du FNA est convaincu que sa grève de la faim aura un écho et atteindra son objectif. Une démarche pacifique qui, selon lui, vise à éviter tout dérapage. «Cette grève reste le seul moyen pour sensibiliser l'opinion publique et attirer l'attention sur les différents dépassements lors des dernières élections, car investir la rue ne peut que provoquer des confrontations avec les services de l'ordre public qui, eux aussi, sont des enfants de ce pays et ne font qu'exécuter des ordres», explique-t-il.

Il précise, par ailleurs, avoir reçu des chefs de partis politiques, qu'il dit pas tellement convaincus par la démarche entretenue par son parti, pour dénoncer la fraude et les dépassements. «Ces partis préfèrent peut-être le dialogue mais nous ne pouvons pas dialoguer avec des fraudeurs, avec des personnes qui se sont habituées à gouverner sans consulter le peuple et qui ont pris l'habitude d'être les seuls maîtres», dit-il.

**Ry. N.**

## LÉGISLATIVES DU 4 MAI À ANNABA

## Graves accusations de l'union des trois partis islamistes

**L'union des trois partis islamistes (An Nahda Al Adala et Al Binaa) de Annaba porte de graves accusations contre l'administration locale au sujet du déroulement des élections législatives du 4 mai courant.**

Dans un communiqué signé par Aïssa Amrouci, tête de liste de cette union, il est fait état de «nombreux dépassements constatés lors de la campagne, pendant le jour du scrutin et durant le dépouillement des bulletins de vote, signalés à la

HIIE de la wilaya sans qu'elle intervienne».

L'union évoque, entre autres, «l'utilisation des moyens de l'Etat par des ministres en campagne, la mobilisation de travailleurs pour les meetings au profit d'un parti du pouvoir et la distribution à

profusion de l'argent sale». L'union a déjà mis en garde l'administration contre ces pratiques bien avant le jour du scrutin mais sans résultat, signale le document, affirmant que ses représentants, dûment mandatés, accompagnés par des représentants d'autres partis en lice pour ces élections, ont été empêchés d'accéder aux centres et bureaux de vote. Ces derniers ont «fait l'objet

de pressions et de violences morales et physiques par les agents de l'administration», selon les termes du communiqué.

Le même document s'élève contre «l'empêchement, contraire à la loi électorale, de citoyens d'assister à l'opération de dépouillement ; le remplissage des urnes par des bulletins en faveur d'un parti du pouvoir ; la distribution par des personnes,

agissant au profit de ce même parti, de bulletins de sa liste aux votants devant les bureaux de vote». Plus grave, le communiqué estime que la décision de l'exclusion de l'union de son droit à avoir des élus à Annaba est «une œuvre programmée par une alliance constituée d'une mafia politico-financière, aidée par une autre administrative».

**A. Bouacha**